C'est dommage que la taxe de vente sur les matériaux de construction n'ait pas été modifiée. Elle est une lourde charge pour les personnes à revenu modeste qui cherchent à assurer un foyer aux leurs. Il faudrait par tous les moyens encourager ces personnes à se construire des maisons, mais le gouvernement a fait en plein le contraire en refusant de supprimer la taxe sur les matériaux de construction.

Je suis bien convaincu que trois des articles du bill à l'étude susciteront de grandes difficultés au gouvernement, à savoir les articles 135, 136 et 137 qui, bien considérés, sonnent virtuellement le glas des coopératives et des caisses de crédit au Canada aujourd'hui. La disposition du bill visant l'imposition du capital utilisé gênera considérablement les coopératives dans leur liberté d'action et dans leur possibilité de distribuer leurs gains sous forme de ristournes à leurs membres. Une coopérative appartient à ses membres qui dans la plupart des cas, touchent une partie des économies réalisées au cours des années. C'est une initiative digne d'intérêt. Le bill présenté—et c'est son côté déplorable—exige des coopératives le paiement d'un impôt sur un montant équivalent à 5 p. 100 du capital des membres utilisés, de sorte qu'il leur faudra restreindre le remboursement aux membres des économies réalisées afin que leur revenu imposable ne tombe pas au-dessous de ce montant. A mon entendement, il existe maintenant au Canada environ 3,000 coopératives qui comptent près de deux millions d'adhérents. La modification proposée aura des répercussions très graves sur ces entreprises et sur les deux millions de Canadiens qui en font partie.

Ces coopératives appartiennent à ceux qui les utilisent. Par exemple, les coopératives agricoles appartiennent aux cultivateurs, les coopératives de pêche aux pêcheurs et les coopératives de logement à ceux qui construisent leur propre maison. Il en est de même des caisses de crédit. En vérité, les coopératives et les caisses de crédit ont enseigné à des milliers de personnes comment économiser et épargner. Dans la plupart des cas, ces institutions ont pour objet de rendre service et non de réaliser des bénéfices, et ni le gouvernement actuel ni aucun autre gouvernement ne doivent faire quoi que ce soit pour tuer ou même paralyser ce mouvement des plus méritoire.

La situation est la même dans le cas des caisses de crédit. Au fil des années, celles-ci se sont contentées de demeurer des organismes de peu d'ampleur et à caractère local. Elles consentent à leurs membres des prêts qui ne leur rapportent presque rien. Aux termes de la loi actuellement en vigueur, leur actif n'est imposable qu'au moment où il est réparti entre les membres, mais le bill tend à supprimer ce dégrèvement et les membres des caisses de crédit seront forcés d'effectuer de véritables opérations bancaires. Je trouve cela déplorable, car, aujourd'hui, ces institutions n'ont aucun but lucratif, mais cherchent uniquement à rendre service à leurs membres.

Je conçois qu'un gouvernement ait besoin d'argent pour administrer les affaires publiques, mais je soutiens que s'il économisait un peu dans certains secteurs de son exploitation, il pourrait fort bien s'acquitter de sa tâche sans augmenter les impôts comme le propose ce bill. J'ai été renversé de découvrir dans une publication du ministère des Approvisionnement et des Services qui a paru dernièrement des exemples de ce qui me semble constituer un terrible gaspillage des deniers publics. Je voudrais en citer quelques-uns. Il n'y a pas si longtemps, on a adjugé un contrat de \$39,025 à la Mallory Battery Company Limited pour la fourniture de piles d'appareils audi-

tifs. Je soutiens qu'on peut acheter un nombre colossal de ces piles pour \$39,000, et j'espère que le premier ministre (M. Trudeau) et les membres de son gouvernement vont faire réviser leurs propres appareils auditifs afin de pouvoir entendre les cris des 500,000 chômeurs et ceux des producteurs de pommes de terre de notre pays qui vont connaître une année désastreuse à cause de l'imposition récente de la surtaxe américaine. J'espère qu'ils entendront les cris des provinces atlantiques où le revenu moyen des habitants est très inférieur à la moyenne nationale.

Un autre exemple: un contrat de \$61,813 a été accordé à la Dominion Magnesium Company pour des piquets de tente.

M. Mahoney: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. La motion de l'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a été débattue hier et nous en sommes maintenant à la motion tendant à la 2^e lecture et au renvoi du bill fiscal au comité plénier. Dans les circonstances, je me demande s'il ne serait pas de mise de faire porter ses observations sur le projet de loi et non sur l'état général de l'économie.

• (12.40 p.m.)

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre je vous prie. Le point soulevé par le secrétaire parlementaire est bien fondé; toutefois la présidence, parce qu'elle ne l'a pas entendue, n'est pas en mesure de juger la dernière partie des propos tenus par le député qui avait la parole. Je saisis l'occasion pour inviter les députés à se conformer autant que possible aux règles de pertinence. Lorsque la présidence a accepté l'amendement proposé par le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), il était entendu que le champ de la discussion serait plus vaste qu'il ne l'avait été; c'est pourquoi j'invite les députés à s'en tenir, dans leurs observations, au projet de loi à l'étude sans aborder la question plus générale de l'économie nationale.

M. McQuaid: Merci, monsieur l'Orateur. Mes remarques sont, à mon avis, pertinentes car nous traitons de propositions fiscales du gouvernement et je suggère des moyens visant à épargner des fonds. Je soutiens que le champ de la discussion est désormais plus étendu, maintenant que la question de l'amendement a été réglée. Je sais que le gouvernement ne goûtera pas beaucoup les chiffres que je vais citer, mais j'estime qu'il est nécessaire de les verser au compte rendu.

On a payé à la Dominion Magnesium un montant de \$61,813 pour l'achat de piquets de tentes. Je présume que le gouvernement s'attend, aux prochaines élections, à devoir décamper et il se prépare déjà à planter sa tente ailleurs. Cette dépense me paraît, néanmoins, excessive.

Il y a également un contrat de \$21,151 conclu avec la Dixon Pencil Company pour la fourniture de liquide correcteur. A ce prix, il y en aurait assez pour remplir la piscine du YMCA. Un autre montant de \$12,000 a été affecté à l'achat de gommes à effacer. Je sais qu'on aurait besoin de beaucoup de liquide correcteur et de gommes à effacer pour faire disparaître toutes les erreurs du gouvernement.

Un autre contrat de \$52,970 a été signé avec la Safety Distributor Products pour la fourniture de lunettes de soleil. Je suggère aux ministériels d'enlever leurs lunettes noires afin de voir les difficultés et le piteux état des contribuables.